VOL. XLVIII — SAINT-BONIFACE, MANITOBA, MERCREDI, 30 AVRIL 1919 — No. 26

ABONNEMENTS

Canada .... $1.00 par année
Etats-Unis .... 1.50 " "
Europe .... 2.50 " "

Tarif des Annonces

1ère insertion, par ligne .... 12 cents
Chaque insertion subséquente 8 cents

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 cents chacune.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA
EST PUBLIE ET IMPRIMÉ
TOUS LES MERCREDIS
PAR
ANT. G VIN
IM
Toutes ations concernant le jourr primerie devront être adress
Manitoba
42 RUE PROVENCHER
SAINT-BONIFACE - MANITOBA
Téléphone : Main 3377



LE "CATHOLIC RECORD" ET MGR LANGEVIN

Au cours d'un article sur sir Wilfrid Laurier, en date du 1er mars dernier, le "Catholic Record" de London, Ont., fait une revue de la question scolaire manitobaine. Il rappelle comment elle est entrée dans la politique fédérale, l'appel aux tribunaux, la loi réparatrice de sir Charles Tupper et le prétendu règlement, par voie de conciliation et de compromis, de sir Wilfrid Laurier. Sans vouloir dire si cette politique de conciliation et de compromis était la plus sage ou non, il pense que sir Wilfrid Laurier était convaincu qu'elle était la seule compatible avec les principes et l'histoire du parti libéral. Puis, il ajoute : "Mais conciliation et compromis étaient des mots introuvables dans le vocabulaire de Mgr Langevin quand il s'agissait de la langue française. Et c'est la langue française plutôt que la religion catholique qui fut la cause de toute la difficulté des écoles du Manitoba."

"Cette dernière assertion", comme l'a dit "La Liberté" de Winnipeg, est fausse et de la part d'un journal catholique scandaleuse. Que viennent faire ici la langue française et la religion catholique mises comme à dessein en opposition?

"Ceux qui savent deux mots de la question et qui ne sont pas aveuglés par un parti pris difficilement explicable, savent que ce n'était pas le français qui était en jeu dans la fameuse question des écoles du Manitoba, mais bien la question des écoles confessionnelles, quelle que fût la langue qu'on y parlât. Le jugement du Conseil Privé ne laisse pas l'ombre d'un doute sur ce sujet.

"Et c'est parce que l'école confessionnelle était attaquée, c'est parce que l'âme des enfants était au jeu, qu'ils fussent français, anglais, irlandais, polonais ou allemands, que Mgr Langevin voulut leur faire un rempart de son corps.

"Et c'est parce que l'école confessionnelle était au jeu que l'épiscopat de la province de Québec intervint pour soutenir un évêque qui engageait la lutte pour le respect de la Constitution de son pays et de la conscience catholique."

Ces énergiques paroles ne sont que trop justes. Vouloir réduire les luttes, qui suivirent l'abolition des écoles séparées au Manitoba en 1890, à une question de langue, est véritablement un comble. Mgr Langevin fut toute sa vie un grand défenseur de la langue française, mais insinuer qu'il lui a subordonné les intérêts religieux, dont il "gardait le dépôt", c'est affirmer une fausseté dans l'ordre des faits et commettre une injustice envers sa mémoire. C'est contre quoi nous devons protester et nous protestons.

Comme il n'est pas opportun de traiter présentement à fond cette délicate question, nous ne relèverons pas d'autres affirmations inexactes qui se trouvent dans ce même article, extraordinaire sous plus d'un rapport.—Les Cloches de Saint-Boniface.

* * *

Nous voulons concourir dans les remarques de nos confrères.

Il est malheureux, en effet, que cette question ne puisse être présentement traitée à fond, car, il faut reconnaître que ces articles mal inspirés deviennent à la fin plutôt agaçants.

Notre confrère des *Cloches* se contente de qualifier cette assertion du *Catholic Record*, du terme extraordinaire.

Comme nous n'avons malheureusement pas comme lui l'âme sacerdotale avec toute sa mansuétude, nous nous soulagerons au moins un peu le coeur en la qualifiant, pour notre part, de calomnie éhontée.

Comme canaillerie, c'en est une pommée, et, venant d'un journal qui prend la peine de mettre à sa tête le mot catholique, l'injure devient odieuse.

Réellement, ces messieurs du *Catholic Record* ont une allure pas banale en parlant de la sorte.

Nous aimerions bien, pour notre part, savoir s'il y a quelqu'un au Canada qui ait depuis quelques années mis les intérêts de la langue avant ceux de la religion à un degré plus élevé que ne l'a fait la gente qui préside aux destinées de ce journal ontarien.

Si nous ne faisons pas erreur, le père de la chrétienté a, il y a quelques mois, demandé aux catholiques du Canada, au sujet surtout de la question scolaire d'Ontario, de cesser la lutte fratricide qui nous a bouleversés durant de trop longues années.

Cet appel doit s'adresser aux amis du *Catholic Record*, comme aux autres, et en toute justice ces messieurs doivent s'y soumettre comme nous, autrement il faudrait admettre une inégalité trop injuste et trop flagrante.

Certaines gens ont réellement l'air de croire que lorsqu'il faut céder, c'est toujours aux Canadiens-français à le faire.

Et bien, vrai, cela commence à nous fatiguer.

Cette attaque, inconsidérée, intempestive, venimeuse et absolument injuste, contre un homme qui n'est plus, contre un grand archevêque, l'orgueil de sa race et de ses anciennes ouailles, qui ne peuvent faire un pas dans l'Ouest Canadien sans voir partout la trace de ses oeuvres, tant son activité dans la fondation d'établissements religieux a été merveilleuse, cette attaque disons-nous, n'est pas de nature à rétablir la paix et la concorde parmi nous.

Certes, Monseigneur Langevin, fut toujours un vrai Canadien-français, il aima son pays et sa langue, nous oserions dire jusqu'à la passion, sa fierté de race ne sut jamais courber le front devant l'oppresseur, mais au lieu de se livrer indignement à la calomnie qui voudrait noircir sa sainte mémoire, en voulant faire croire aux gens qu'évêque, il a placé l'amour de son sang avant celui de sa religion, ces messieurs d'Ontario feraient bien mieux de se mettre à genoux et de remercier le Seigneur du fait qu'il fut plutôt un prêtre qu'un laïque.

Monseigneur Langevin fut bien l'image du soldat français qui, blessé mortellement tient encore son drapeau dans une main, quand il tend le poing à l'ennemi; mais, oint de l'onction sainte, en toute occasion et toujours, il a eu la force de caractère de maitriser sa fougue naturelle et son ardeur combative quand il s'est agi de faire passer les intérêts religieux avant les susceptibilités de race.

Si Monseigneur Langevin n'eut été le grand évêque catholique qu'il fut, s'il n'eut été le fils soumis du Saint Père, qu'il fut toute sa vie, au moment des plus grandes crises, des temps les plus troublés, vous en auriez-vu bien d'autres, messieurs, veuillez nous en croire.

Toutes les nationalités, les plus petites comme les plus grandes, ont trouvé chez lui protection et place dans son coeur de père et d'évêque.

Aucun évêque n'a étendu plus que lui, le règne du Christ dans les limites de son diocèse; nombreuses sont les paroisses qu'il a fondées, les ordres religieux qu'il a établis, les églises qu'il a construites.

Il a donné sa vie à l'église catholique, quelque fut la langue parlée par ses enfants.

Aucun évêque cependant n'a été plus que lui attaqué faussement, vilipendé et insulté, non seulement par les ennemis de notre église, mais par un certain nombre de ceux à qui il avait fait du bien.

Nul évêque n'a été plus que lui, à certains moments de sa vie, mis à plus dure épreuve, quand il avait à choisir entre sa charité d'apôtre du Christ et le sentiment très humain de la révolte contre l'attaque injuste.

Chaque fois cependant le religieux a vaincu l'homme, et c'est aux pieds de la croix qu'il a cherché et trouvé consolation.

De santé robuste, Monseigneur Langevin est mort jeune, affaibli et usé dans le service du Seigneur; consumé par son zèle pour le bien religieux de tous ses enfants qu'ils fussent Français, Anglais, Irlandais, Allemands, Polonais, Ruthènes, sauvages ou autres.

Nous du Manitoba qui l'avons connu de près, qui avons pu lire dans son coeur et apprécier ses vertus de missionnaire, nous ne permettrons pas qu'un scribe quelconque vienne sans raison jeter une ombre sur sa radieuse mémoire.

Quiconque calomniera Monseigneur Langevin blessera la population catholique du Manitoba au plus intime et devra savoir d'avance que par cette action il invite la riposte et cause une malheureuse friction.

Si c'est ce que l'on cherche qu'on le dise.

Si, au contraire, l'on veut la paix, que l'on agisse en conséquence.

Nous la voulons nous-même, mais pas au prix de l'ingratitude pour celui qui fut pendant des années d'orage terrible le plus ferme soutien de l'Eglise catholique sur les bords de la Rivière-Rouge.

Joseph BERNIER.

DE FRANCE

Nous recevons la lettre personnelle suivante que nous croyons pouvoir publier sans manquer au devoir de la discrètion.

Elle nous est écrite par un ouvrier français et mérité à notre avis la publication.

C'est enfin à mon retour en ma Patrie, et libéré du pays des barbares que je viens vous donner de mes nouvelles. Je suis assez en bonne santé, et ne ressens pas trop des souffrances aux quelles p'ai été victime pendant ma captivité chez nos ennemis. Mais j'ai le coeur gai de rentrer dans ma Patrie, victorieux. Nos armées ont triomphé; et aujourd'hui nous disons tous — unis comme pendant la guerre : Qui casse les vitres les paie.

Le boche a volé et emporté en Allemagne tout l'outillage de nos usines du Nord, qu'il a détruites systématiquement ensuite.

Hier encore, avant de fuir, c'est avec rage qu'il incendiait et cassait tout dans Cambrai, Saint-Quentin, Douai. Qui casse les vitres les paie! Ludendorf vaincu, le diplomate boche apparait... Mefions nous et surtout souvenous-nous!

Oui, souvenous-nous que lorsqu'il se croyait sûr du triomphe des armées allemandes, ce même diplomate nous avait annoncé l'imprudent! qu'il serait pour nous impitoyable.

Aujourd'hui? C'est lui qui va faire appel à notre pitié! Et ses jérémiades n'auront qu'un but : obtenir de France qu'elle ne lui fasse pas payer la casse. Ah! S'il obtenait cela, le boche pourrait se consoler d'une défaite militaire, dont la revanche lui serait bientôt assurée par une victoire économique.

Demain, l'ouvrier allemand reprendrait sa place dans son usine intacte et dont les vols qu'il à commis en France ont encore accru l'outillage. On lui laisserait le profit de ses pillages. Toi, ouvrier Français, tu chomerais devant ton usine détruite, la misère serait à ton foyer.

Cela ne peut pas être! On ne supporte pas stoiquement plus de quatre années d'épreuves cruelles, pour faiblir au dernier quart-d'heure victorieux. De même que l'armistice à mis l'Allemagne dans l'impossibilité de reprendre les armes, il faut que la paix assure aux ouvriers français la réparation des dommages qui leur ont été causés, gage pour eux indispensable d'un long avenir d prospérité. Poilu français, soldat d'aujourd'hui, travailleur de demain tu tiens le bandit à la gorge.

Il a fait kamarade, et il implore la paix? Que le kamarade te rendre tes outils... D'abord! Voilà monsieur ce que nous soldat français voulon avant de quitter nos armes.

Recevez, monsieur, mes salutations distinguées.

Emile Reboul,
14 Cours d'Herbouville,
Lyon, Rhône.

LA RUSSIE EST-ELLE BOLCHEVISTE?

Tout récement la Pravda faisait sonner la cloche d'alarme : "Le parti bolchevik ne devrait en aucune faæon se confiner seulement aux chefs du prolétariat ou bien dégénérer à l'état d'une organisation bureaucratique. Or, que voyons-nous? Pétrograd — le cer- et le coeur de la Russie communiste—compte à peine 7,000 membres dûment enregistrés dans la fraction bolcheviste contre 50,000 noms de l'année dernière. Nous admettons bien, fait observer mélancoliquement la Pravda, que, sur ces 50,000 communistes la moitié figurait seulement sur le papier; il n'en reste pas moins angoissant qu'une longue année de dictature ouvrière n'ait pu attirer vers le parti victorieux des dizaines et même des centaines de milliers de prolétaires."

N'y aurait-il vraiment plus de bolcheviks au pays des soviets?

* * *

Suprême paradoxe du royaume de toutes les possibiltés! La Russie entière écume et délire avec un bandeau rouge sur les yeux; elle n'ose manier que des journaux lire seulement des bolcheviks pour maximalistes; elle a le droit d'éla représenter dans les innombrables Sovdieps, Sovnarkoms, Sovnarkoz, Narkomildiels, poétiques appellations des différentes parlotes jacobines. Et ce n'est pas là une "information bourgeoise." Que l'on consulte les instructions très explicites publiées par la Commune du Nord en date du 9 décembre, à la veille des réélections aux soviets. "Les paysans aisés, les marchands et les contre-révolutionnaires, dit textuellement ce document effarant, sont privés du droit électoral. Les exploitants ne doivent disposer d'aucune influence sur les élections, apanage exclusif des ouvriers et des paysans néeccessiteux. Les commissions électorales seront composées de membres délégués par les comités de pauvres, ou bien de personnes nommées d'office sur les indications du comité exécutif du gouvernement." Dans ces conditions, les faits donnent hautement raison au journal officiel de Smolny quand il affirme que les bolcheviks n'ont pas de rivaux. Tous les soviets sont uniformément rouges. Dans celui de Pétrograd siègent 1,136 bolcheviks et seulement 70 députés de nuance différente, d'un rose qui tire d'ailleurs sur l'écarlate. Le bolchevisme triomphe et se rengorge; il a supprimé l'opposition; il règne en maître sur cent millions d'hommes; Lénine, Trotsky, Zinovief—autant de satrapes... Et pourtant la Russie n'est pas bolcheviste...

* * *

Une des grandes notabilités maximalistes, Sverdlof (1), président du comité exécutif de Moscou, s'est lamenté publiquement sur la désagrégation du parti communiste, dont la "quintessence, la fleur" est entrée au service de l'Etat. Appauvri, anémié par le fonctionnarisme, le parti n'a même plus la force et l'autorité morale indispensables pour exercer un contrôle sur les rouages administratifs et pour maintenir la "discipline révolutionnaire." Or, de l'aveu des leaders du parti, jamais ce contrôle, imposé da'illeurs par les pures traditions du socialisme russe, n'a été aussi nécessaire qu'aujourd'hui, à une heure où la bureaucratie soviétiste multiplie ses bataillons.

"Chacun sait, écrit le "camarade" Mestcherikof, dans la Gazette Rouge du 7 février, qu'une foule innombrable de canailles, d'apaches et de voleurs a envahi les organisations bolcheviks : partout, c'est une bacchanale de crimes qui compromet le prestige du gouvernement et celui du parti communiste. Dès qu'un malfaiteur est rejeté par un des soviets, il s'en trouve un autre pour lui ouvrir ses portes." "Hélas! soupire la Pravda, à l'unisson avec les pontifs du maximalisme, notre parti abonde en gaillards absolument étrangers à la psychologie du communisme. Les fonctionnaires se font enregistrer au bureau du parti seulement pour obtenir une carte d'identité bolcheviks",—certificat de baptême socialiste, qui érige ses titulaires en véritables surhommes de la république fédérative des soviets. C'est ainsi que, sous Pierre le Grand, par souci de carrière, on se rasait la barbe; c'est ainsi qu'il y a encore deux ans on s'inscrivait comme fonctionnaire sans charge dans une société de bienfaisance impériale, pour enrichir sa brochette et se réveiller un jour Excellence improvisée...

A l'exemple du tsarisme, le régime de Lénine est réduit, pour recruter ses adeptes, à créer un mandarinat... socialiste. Le tchin bolchevik assure mieux que des galons et des crachats: du pain.

* * *

A la place d'un Paradis universel, l'application des programmes maximalistes n'est parvenue à réaliser qu'un médiocre phalanstère de consommateurs bureaucratiques. L'idée dépend de la digestion. La profession de foi est en fonction des ventres creux. En province, les tchinovniks bolcheviks négligent même de légaliser leur orthodoxie par la fraction communiste locale. Dans une morne indifférence, ils mastiquent leur ration de pain privilégiée et s'enlisent parmi leurs cartons verts. Ainsi, même l'honneur de servir, les perspectives d'avancement, les craintes d'une disgrâce n'arrivent pas à convertir au bolchevisme les citoyens qui en vivent. Au bout de 14 mois de propagande exaspérée et de socialisation à outrance, le communisme, en tant que doctrine, reste un mot vide de sens pour l'écrasante majorité du pays. Sans doute, les statistiques complètes nous manquet, mais voici des chiffres authentiques, recueillis par la section de mobilisation de la 7e armée, dans les gouvernements du Nord. Vologda, sur 40,000 habitants, possède 1,278 fonctionnaires, dont 27 seulement—environ 2%—sont des communistes. Le reste: des employés sans couleur, des tubes digestifs, hier à cocarde blanche, aujourd'hui à cocarde rouge. Le soviet d'économie populaire, c'est-à-dire le saint des saints du bolchevisme, le tabernacle des nationalisations et des municipalisations, n'a qu'un seul communiste, un seul. Naturellement, dès lors, cette question se pose: où servent les bolcheviks convaincus, les communistes à principes? Les statistiques de Vologda—que nous empruntons à la SevernaïaJizn—donnent une réponse qui éclaire d'une tragique lumière les dessous du bolchevisme: parmi les membres de la commission extraordinaire de lutte avec la contre-révolution, il n'y a pas un indifférent, rien que des communistes avérés, des "camarades" à toute épreuve, des mangeurs diplômes de bourgeois...

Faut-il une preuve plus éloquente que les bolcheviks sont une minorité qui gouverne par la terreur? Le tchin, refuge des faméliques, et de plus en plus accessible pour diminuer les mécontents, le pays, indifférent et flasque, ont pour armature un okhrana révolutionnaire où seuls sont admis les "purs", desservis par des mercenaires jaunes.

Le communisme russe, en dernière amalyse, c'est la baïonnette chinoise.

Serge de CHESSIN.

UN PELERINAGE A VERDUN

Les illusionnistes qui pensent qu'il suffit du charme de quelques formules magiques pour endormir la fureur du Boche, devraient faire le pèlerinage de Verdun. Ceux qui emportent dans leur mémoire et dans leur coeur l'horrible vision du champ de bataille de la rive droit de Verdun sentent en eux un frisson à la pensée que le même déchaînement de destruction infernale pourrait recommencer. Avant d'achever son oeuvre de paix, M. Wilson a le devoir de venir à Verdun et d'y prendre l'image totale de la guerre. Il n'a pas oublié que deux de ses armées, le 27 septembre 1918, se sont élancées de la plate-forme des deux rives de la Meuse de Verdun, pour enlever, dans un élan magnifique, la citadelle de Montfaucon. Il sait qu'une de ses divisions a laissé la moitié de ses hommes devant le bois de Hautmont. Sa visite à Verdun serait un pèlerinage américain en même temps qu'une magistrale leçon d'histoire. Il comprendrait que la France doit être mise à l'abri d'un tel recommencement d'horreur, que les précautions qui doivent empêcher le retour de ce fléau sont d'ordre majeur, presque sacré. Il y entendrait que le fossé du Rhin doit séparer les Barbares de la civilisation celto-latine, et, afin que ceux-ci ne puissent, à l'est de la tranchée rhénane, préparer leurs rassemblements, qu'il faut qu'une confédération de la rive droite soit instituée, dont les chemins de fer seraient sous le contrôle des nations de l'Entente. La possession militaire de la tranchée du Rhin est pour la France, par conséquent pour l'Entente, une question de vie ou de mort.

J'ai fait ce pèlerinage de Verdun par le temps anniversaire qui convenait à l'évocation du drame. La pluie venait de cesser, laissant les pistes du sol sacré boueuses et gluantes. Des nuages gris, lugubres, jetaient des tentures de deuil sur le champ de bataille, tentures mouvantes, frémissantes, çà et là déchirées de bleu et, à la fin du jour, illuminées de pourpre par un coucher de soleil saignant. De ce qui fut le rempart de Vaux, par l'embrasure du vallon de Damloup et au delà des croupes sombres, se voyait, indéfini, le lointain de la Woëvre, grise et noire, zébrée de quelques étroites bandes de lumières. Un vent soufflait, venant de l'est, de Metz, un vent chargé d'amour et qui chantait la gloire. Le fort de Vaux est visible encore. Les pierres des escarpes et des contres-carpes des fossés sont devenus une tranchée en rond, plus profonde, aux lèvres plus épaisses et qui, comme tout le champ de bataille, a l'aspect lunaire de petits cratères juxtaposés, chevauchant les uns sur les autres. Les galeries souterraines, où a tenu la garnison des héros de Raynal et où s'entassaient ses blessées, ont résisté aux plus gros obus. Le boyau souterrain qui passe sous le fossé pour aller au coffre nord de contrescarpe porte encore la trace des combats acharnés que les ombres exténuées de nos héros, à la file indienne, livraient aux efforts des Boches, cherchant à pénétrer du coffre dans les galeries centrales.

Le bois du Chapitre, le bois Fumin, la Caillette sont là. Cherchez-les! Ils ont disparu du sol pour entrer dans l'histoire, dans l'épopée. Leurs noms seuls restent. C'est à peine si quelques pieux noirs, qui furent des arbres de futaie, marquent l'emplacement où les bois mettaient le sourire de leurs verdures dans les vallons pleins de vie. L'herbe même s'est refusée à poussre, depuis 1916, sur ces lieux tragiques. La terre arable a été balayée par le souffle des millions d'obus qui se sont abattus sur nos soldats, sans les vaincre. Le gravier du premier sous-sol a été mis à nu. Il revêt d'une couleur uniforme de brun grisâtre le manteau tigré et troué qui, comme un linceul, couvre toute l'étendue du champ de bataille.

* * *

Le village de Fleury-devant-Douaumont marque le centre de gravité psychologique et topographique de la bataille. Le village de Fleury! Le général Valantin, gouverneur de Verdun, me faisait sur place une synthèse magnifique de la bataille du 21 février au 23 juin, avec son point d'orgue final signé Nivelle-Mangin du 24 octobre 1916. Du 21 février, au 24 octobre, il y a neuf mois, une durée d'enfantement.

L'oeuvre de cet enfantement a été la consécration définitive de la victoire de Verdun. A un moment a été la consécration définitive de la victoire de Verdun. A un moment, le général m'arrête: "Voici Fleury", on passerait dessus sans savoir qu'un village a vécu sur cet emplacement désolé, où il n'y a pas même des ruines, pas même des pierres, où tout a été pulvérisé. En un point, une poutre noire, haute de 3 mètres, restée en l'air dans sa chute, marque place où fut le clocher de Fleury. comme d'un signe symbolique la Il y a trois degrés les villages, comme Belleville, où toutes les maisons sont mortes, la toiture crevée, mais leurs façades en écumoires debout. Viennent ensuite les ruines, où les maisons effondrées et gisantes gardent des pans de murs, s'érigeant dans un chaoes d'une sinistre beauté, tel le quartier de Verdun qui avoisine la cathédrale et où l'on voit, mises à nu, les fortification féodales de l'ancienne Fermeté de Verdun et même les substructions gallo-romaines de l'Oppidium deux fois millénaire. Enfin, on cite sans les retrouver les villages anéantis où il ne subsiste pas même une pierre, Fleury, Vaux, Caurières, Chattancourt, des dizaines d'autres. Fleury est au milieu de la base Douaumont-Souville, dans le triangle synthétique, dont le sommet est à Vaux. Il y faudra une colonne de marbre ou de bronze si l'on veut perpétuer l'emplacement de ces villages ensevelis, aux noms glorieux. Ce qui fut Fleury ne se distingue pas du reste du champ des entonnoirs, jointifs à l'infini. C'est dans ces trous d'obus que, sous l'enfer de bombardements incessants, ont tenu les fantassins de France. Là, ils se sont battus. La moitié d'entre eux y ont été tués. Et maintenant au fond de chacun de ces trous, il y a une croix de bois avec un nom, souvent plusieurs, et, à la croisée, l'oeil tricolore d'une cocarde pieuse qui regarde le ciel. Oh! le fantassin de France! Quelle lyre inspirée et divine chantera dignement sa gloire et sa beauté! Le Boche matérialiste croyait se faire un passage derrière l'ouragan de ses tirs échelonnés et battant chaque mètre des hectares de la bataille. Sous cette pluie de fer, l'âme de la France est vivante; elle a vaincu. Verdun est le triomphe de la force morale, de la volonté qui a dit "on ne passe pas", de l'héroïsme invincible, qui met au plus haut de la gloire, dans l'immortalité, le fantassin de France.

* * *

Le 11 et le 12 juin 1916, le Boche a enlevé la batterie de Thiaumont.

La première ligne qui défendait cette position importante était une petite crête, plus basse, sur une ondulation avancée. *Deux bataillons du 137e tenaient cette tranchée. Le bombardement du 11 juin, qui a précédé l'attaque allemande, a été si effroyable, qu'il a enseveli dans leur tranchée, littéralement comblée presque la totalité de ces deux bataillons. Ces héros n'ont pas voulu fuir. Ils sont restés debout, le fusil droit en leurs mains, prêts à abattre l'assaut du Boche. La tranchée est aujourd'hui jalonnée par une ligne de canons de fusils, presque verticaux, dépassant de 20 à 30 centimètres le niveau de la terre qui en a comblé l'excavation. Ces fusils droits sont encore tenus par les mains crispées de héros, ensevelis debout dans leur tranchée.*

Rien n'est plus émouvant, ni plus sublime, que l'hymne de gloire qui sort de cet alignement indéfini de bouches de fusils érigés vers le ciel.

Certes, Verdun est un cimetière glorieux, cimetière de héros. Mais Verdun est surtout le tombeau de la puissance militaire de l'Allemagne ,saignée par la perte officielle des six cent mille morts, et abattue devant la pierre angulaire du front de la France. Verdun est le sommet de l'héroïsme humain. La France a été élevée sur le pavois du monde depuis Verdun. Elle y a été hissée par la vaillance de sa race prestigieuse, dont ses paysans, *"son héroïque piétaille"* de Bouvines, d'Iéna et des deux Marnes sont la fleur.

Général CHERFILS.

LA DYNASTIE EN RESERVE

A Weimar, il y eut quelques énergumènes pour réclamer la déchéance de Guillaume II. Il n'est donc pas déchu? Pas du tout! Il a seulement abdiqué. C'est la même chose? Non, répondent les conservateurs allemands : Sa Majesté s'est retirée des affaires et en a retiré son fils; mais elle a des petits-fils. Ls conservateurs allemands n'ont aucunement perdu l'espoir de voir un jour la dynastie des Hohenzollern revenir. Ils sont dans leur rôle. Mais au gouvernement nouveau, qui a remplacé Guillaume II, on demande de déclarer la déchéance de l'empereur: il se défile et dit que ce n'est pas la peine. L'empereur? mais il est parti, vous le savez bien! Le gouvernement nouveau ménage l'empreur. Et les ennemis de l'empereur n'insistent pas. L'on passe à d'autres causeries. La comédie est mal jouée; la comédie est manifeste. Cependant, Guillaume II est l'auteur de la guerre qui a perdu l'Allemagne: et l'Allemagne ne hait pas Guillaume II. Pourquoi? C'est que l'empereur n'a pas été seul à vouloir la guerre: toute l'Allemagne l'a voulue avec lui; aussi éprouve-t-elle de la gêne et de l'ennui à le condamner pour le crime commun de lui et d'elle. Condamner un complice: on n'aime pas ça; autant vaudrait se condamner soi-même. Puis, les socialistes qui présentement gouvenrent l'Allemagne sont les vieux socialistes du Kaiser: au pouvoir, ils ont un peu l'air de faire un intérim. Enfin, l'Allemagne n'est pas désimpérialisée. Elle n'a pas résolu de ne jamais retourner à l'ancien arrangement de sa vie, à son industrie de paix et de guerre et à ses maitres qui n'ont pas eu de chance, mais qui d'abord l'ont enrichie. Elle garde comme en réserve la dynastie, à tout hasard. C'est pour cela qu'elle refuse de régler la situation de ses Hohenzollern.—A. B.

DECES

M. W. C. Germain, fils du défunt Nazaire Germain est décédé mercredi dernier après une longue maladie. Il laisse pour pleurer sa perte sa femme, deux frères: Georges autrefois du gouvernement provincial et Napoléon de Montréal, et trois soeurs: Mesdames J. Richer et L. Fournier de Winnipeg, et Madame E. Paradis de Saint-Boniface. Les funérailles ont eu lieu à l'église du Sacré-Coeur vendredi dernier.

Nos condoléances à la famille éprouvée.

FAUSSES VARIETES DE GRAINS

(Notes des fermes expérimentales)

Tous les ans de nombreux cultivateurs sont victimes d'agents à langue dorée qui leur vendent des variétés soi-disant nouvelles. Ces agents émettent des prétentions extravagantes pour leur variétés et naturellement les font payer à un prix correspondant. Trop souvent le cultivateur qui, naturellement, est toujours à la recherche de variétés plus productives, paie un prix exorbitant pour un espèce qui lui est présentée comme nouvelle et prolifique, et qui, en réalité, n'est qu'une vieille variété, introduite sous un nouveau nom, ou bien une sélection dont les qualités sont entièrement inconnues. Ces agents et leurs prétentions peuvent être divisés en trois catégories que voici :

Ceux qui prennent une variété prolifique, à gros rendement, comme l'avoine Banner ou la O.A.C. No 72, lui donnent un autre nom et l'introduisent comme une nouvelle variété.

Ceux qui vendent une variété provenant d'une plante singulière ou d'épis extraordinaires trouvés dans la récolte générale et multipliés ensuite. Le producteur croyant avoir trouvé une précieuse variété, l'offre en vente avant que ses qualités aient été déterminées.

Ceux qui offrent en vente, seulement à un petit nombre de clients une variété merveilleuse, produite par un procédé secret ou par une sélection ou provenant de quelques semences trouvées dans les tombes des anciens Pharaons d'Egypte.

On pourrait faire une quatrième catégorie de ceux qui vendent une variété pour ce qu'elle est, mais qui exagèrent sa productivité. Nous en avons un exemplaire dans l'Alaska ou le blé à sept épis.

L'agent de la première catégorie est un chevalier d'industrie qui se procure de l'argent sous de faux prétextes. Il vole le cultivateur et il jette de la confusion dans la nomenclature des variétés, mais c'est encore peut-être lui qui est le moins nuisible de tous.

L'agent de la deuxième catégorie agit peut-être avec de bonnes intentions quelquefois il est réellement convaincu que la récolte justifiera les prétentions qu'il fait valoir. Cependant elles sont innombrables les variétés qui ont été introduites de cette manière et qui, comparées aux variétés regulières, n'évaluaient rien du tout.

Mais le troisième agent est le pire de tous, c'est un vrai charlatan et il devrait être poursuivi en justice. Le cultivateur qui se laisse prendre à ses mensonges mérite presque de payer l'amende pour sa crédulité.

Sans doute tout individu a parfaitement le droit de multiplier une sélection pour la vendre au prix qui lui semble bon. Ce sont là des transactions légitimes contre lesquelles il n'y aurait rien à dire si le cultivateur y trouvait son compte, seulement, dans les cas de ce genre, le cultivateur qui s'est laissé tenté n'achète en réalité qu'une vieille variété, car il est infiniment restreint le nombre des amateurs qui ont jamais réussi à créer une variété utile.

Voici ce que devrait toujours faire le cultivateur avant d'acheter une variété qu'il se propose de cultiver pour sa récolte générale: qu'il consulte les rapports de la station expérimentale ou du collège d'agriculture les plus proches. Ve le remède pour tous les abus et C'est entre ses mains que se trouvent les fraudes de ce genre. Tant qu'il continuera à acheter, les agents vendront, et les efforts déployés par les stations de céréales pour améliorer les récoltes resteront en partie sans effet.



Le Ministre des Travaux public recevra jusqu'à midi, mardi, le 6 mai 1919., des soumissions pour la construction d'un barrage à poutres d'arrêt, de ponts en pilotis et d'un canal de déviation de la rivière Little Pembina dans le lac Pélican, comté de Souris, Manitoba, lesquelles soumissions devront être cachetées, adressées au soussigné, et porter sur leur enveloppe, en sus de l'adresse, les mots : "Soumission pour déviation de la rivière Little Pembina, Man."

On peut consulter les plans, les formules de contrat et se procurer des devis et des formules de soumission au ministère des Travaux publics, à Ottawa, aux bureaux de l'ingénieur de district à Winnipeg, et au bureau de poste Ninette, comté de Souris Man.

On ne tiendra compte que des soumissions faites sur les formules fournies par le ministère conformément aux conditions mentionnées dans les dites formules.

Un chèque égal à 10 p. c du montant de la soumission, fait à l'ordre du ministre des Travaux publics et accepté par une banque à charte, devra accompagner chaque soumission. On aceptera aussi comme garantie des bons des emprunts de guerre du Dominion, ou des bons d'emprunt et des chèque completer le montant.

Remarque.—On peut se procurer au ministère des Travaux publics des tracés bleus (blue prints) en fournissant un chèque de banque, accepté, pour la somme de $10 payable à l'ordre du ministre des Travaux publics. Ce chèque sera remis si le soumissionnaire offre une soumission régulière.

Par ordre.

R. C. DESROCHERS,
Secrétaire

Ministère des Travaux Publics,
Ottawa, le 8 avril 1919. 21—22

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est la présente donnée que **Derrick Arthur Hayden,** de la Cité de Port Arthur dans le District de Thunder Bay, conducteur, fera demande au Parlement du Canada à sa prochaine session pour un bill de divorce de sa femme, **Tydvil Hayden,** pour cause de adultère.

Daté à Port Arthur ce douzième jour de décembre 1918.

KEEFER, KEEFER & TOWERS,
Port Arthur, Ont.

Solliciteurs pour Derrick Arthur Hayden.

5—26

THE CANADIAN WESTERN RAILWAY COMPANY

AVIS est par la présente donné qu'une application sera faite au Parlement du Canada, à sa présente ession par le Canadian Western Railway Company d'un acte étendant dud élasi pour le commencement et de terminer la construction du chemin de fer autorisé par la section 1 du Chapitre 49 des statuts du Canada, en l'année 1917.

Daté à Ottawa, ce 27ème jour de mars 1919

SMELLIE & LEWIS,
Solliciteurs des Applicants.

21—26

NOUS SAVONS MAL L'HISTOIRE DE NOTRE RACE

(Suite)

Je ne mets pas en doute la régénération de la Sarre et sa réintégration dans son esprit lorrain primitif. Pas plus que je ne doute que nous ne voyions se réveiller, sur toute la rive gauche, la vieille âme celtique et l'antipathie séculaire contre les Prussiens.

Un corespondant spontané, M. H. M., me met à même de vous donner une vue sur l'état d'esprit des Rhénans, tel que le créent à cette minute notre victoire et la situation incertaine de l'Allemagne. M. H. M. cantonne à Boppard, qui est une petite ville de 5,500 habitants, sur le Rhin, entre Coblence et Bingen. Il a causé longuement avec le bourgmestre.

"Ce bourgmestre, me dit-il, vient de faire la guerre contre nous. Il était à Cambrai et à Douai comme officier interprète de corps d'armée. Sa femme parle le français. Lui et elle connaissent un peu notre littérature. Ils sont apparentés à des Messins, mais j'ignore si ces Messins sont de vraie origine lorraine. Nous avons causé. Vous pensez si mes camarades et moi, après que nous venions de traverser la France dévastée et de nous battre pendant cinq années, nous étions sur la défensive. Eh bien! nous avons la conviction que ce bourgmestre est de bonne foi dans ses propos (qui, d'ailleurs, s'accordent avec ce que nous avons recueilli par bribes dans la partie allemande du Luxembourg, dans l'Eiffel et sur la Moselle). Et nous croyons pouvoir les joindre utilement à votre documentation.

"Le Rhénan de la rive gauche, à croire ce bourgmestre, n'a de commun foncièrement avec le reste de l'Allemagne que la langue. Nous sommes un pays de Marche, nous a-t-il dit, et il y a aujourd'hui pour la France une occasion qui ne se reproduira peut-être plus jamais de nous transformer en une nouvelle Alsace-Lorraine. Nous autres Rhénans, nous comprenons que notre bonne foi a été jouée par les Prussiens. Nous sommes complètement retournés et nous ne voulons plus rester Boches, Boche si-

(A suivre sur la 4me page)

NOTES LOCALES

M. Joseph Bernier, du bureau de Bernier, Blackwood & Bernier, est en voyage à Chicago pour affaires professionnelles.

On se plaint de la rareté du beurre; on demande jusqu'à 70 sous la livre.

Il y a eu trois enfants de tués à Winnipeg la semaine dernière par les automobiles.

Il se fait toujours quelques transactions de terrains dans notre ville; ça augmente de semaine en semaine.

Mesdames W. Whiteway et J. Hogue et M. Jos. Hogue sont en promenade chez Madame Elie Genthon, rue Masson.

La commission du havre de Winnipeg et Saint-Boniface a fait une demande au gouvernement fédéral afin de faire construire un quai sur la Rivière-Rouge.

Chaque semaine ils nous arrivent des convois de soldats de France.

Les semences sont générales dans la province.

M. Camille Dussault a fait une réclamation contre la ville de Saint-Boniface pour la somme de $25,000 de dommage à l'Hôtel Québec.

M. Pambrun a obtenu le contrat pour peinturer l'extérieur de l'Hôtel-de-Ville; il avait la plus basse soumission.

La Cusson Lumber Co., doit continuer les travaux de la rue Marion la semaine prochaine.

L'Echevin Sutherland a été nommé pro maire pour le prochain trimestre.

A une assemblée de la Société Saint-Jean-Baptiste tenue à l'Hôtel de Ville dimanche dernier sous la présidence du Dr Lachance, président, il a été résolu de célébrer la fête le 24 juin prochain.

NOUS SAVONS MAL L'HISTOIRE DE NOTRE RACE

(Suite de la Page 3)

gnifiant pour nous l'Allemand façonné par le Prussien protestant.

"Ce bourgmestre souhaiterait que la France portât ses frontières politiques au Rhin, mais il y voit des difficultés de tous ordres. Aussi croit-il qu'on créera un Etat politiquement autonome. Mais il crie casse-cou. Il nous avertit que Berlin, reconnaissant la partie perdue, jette du lest et fait demander, par l'entremise des protestants et des fonctionnaires, la République des deux rives du Rhin. Or, à son avis, pour faire oeuvre utile et durable, il faut la République de la rive gauche, dans une union douanière avec la France.

"C'est exactement ce que les gens de Cologne disent dans le même moment aux officiers anglais.

"Les raisons de ce courant séparatiste sont nombreuses. La rive gauche représentait un sixième de la population totale de l'Empire et payait un tiers des impôts, et pourtant elle était moins bien desservie et recevait la plus petite part des prébendes impériales. Le grand état-major avait remarqué que les catholiques tenaient admirablement leur serment de fidélité, et l'on recrutait la garde, depuis deux ans, uniquement dans ces régions, ce qui fait qu'une quantité de familles ont perdu jusqu'à 5 ou 6 enfants. Enfin, dans beaucoup de maisons, les souvenirs d'un aïeul soldat de la Grande Armée sont très vivaces. Mais, déclare le bourgmestre, toutes ces raisons seraient inopérantes s'il ne s'y joignait notre répulsion d'hommes abominablement trompés, qui voyons soudain le gouffre et qui dans le même moment avons à payer.

"Au résumé, d'après le bourgmestre de Boppard, les Rhénans demandent la République rhénane, sous le protectorat de la France, et voient le piège de la République rhéno-westphalienne indépendante, à laquelle en sous-main travaille ferme Berlin. Notre politique anticatholique d'avant-guerre rend silencieux certains catholiques qui pensent pourtant que l'union avec le Boche n'est plus possible." Quant aux protestants, ils renâclent quelque peu, et l'enclave protestante "Nastatten, St-Goar, Oberwesel, Simmern" est la partie où l'occupation est le moins cordialement acceptée. Il y a un monde entre l'accueil dans Boppard, ville bourgeoise et catholique fervente, et dans Nastaten, rurale et protestante."

Voilà dans quels termes mon correspondant me fait le résumé de ses conversations avec un bourgmestre. A supposer qu'elles n'aient pas toute la vérité générale qu'il est disposé à leur attribuer, c'est déjà significatif qu'un Allemand de valeur et dans cette situation cause de ce ton avec un officier français. Et sans précaution, car cet officier me dit: "J'ai prévenu le bourgmestre que je

comptais vous communiquer le résultat de mes auscultations du pays et que je lui demandais de faire état de nos conversations. Il m'a dit: Je sais le poids de mes paroles et j'en prends la responsabilité comme homme et comme bourgmestre. Elles expriment l'opinion de mes concitoyens et je serais heureux qu'elles fussent connues des dirigeants de l'opinion."

Voilà un document intéressant et qui vient se placer d'une manière utile, n'est-ce pas, dans la série que nous ne cherchons à dresser que pour nous mettre à même de remplir notre tâche nouvelle.

Nous avons à discerner partout, dans les Marches rhénanes, les bonnes volontés qui s'offrent et qui, irritées contre la Prusse, sollicitent de se muer en amitiés françaises. C'est aux administrateurs locaux de voir, d'écouter et d'accueillir ou d'éveiller ces collaborations, que le temps permettra de juger. Cet officier fit bien d'entendre son bourgmestre. Mais, ne l'oublions pas, notre besogne est double. Une part en est très claire et ne souffre pas de retard. Nous avons contracté de grandes dettes morales en Lorraine, en Alsace, au Luxembourg, dans la Sarre; payons-les magniquement, en même temps que nous rechercherons plus avant vers le Rhin ceux qui brûlent de nous faire crédit. En mettant à l'honneur nos souvenirs, nous favoriserons nos espérances. Et ce soin de gratitude incombe, aussi bien qu'à l'Etat français, à tout citoyen.

Je tiens à le dire dès cette première heure, nous avons le devoir d'élever dans Sarrelouis une statue au maréchal Ney, de placer à Goffontaine une plaque de marbre en l'honneur de Gouvy et de rapporter sur la Sarre les cendres du grand patriote Baltzer.

"Ce n'est pas à l'audience, disait superbment le "philosophe inconnu", ce n'est pas à l'audience que les défenseurs officieux reçoivnt le salaire des causes qu'ils plaident. C'est hors de l'audience, après qu'elle est finie." L'heure est venue de reconnaître des services qui n'ont pas été "honorés" quand leurs auteurs vivaient. Ney qui refuse de laisser plaider qu'un Sarrelouisien, de par le traité de 1815, a cessé d'être Français et qui déclare : "Je ne sauverai pas ma tête à ce prix, elle tombera française"; Pierre Gouvy qui refuse de vivre quand Sarrelouis devient prussien et qui signe son testament : "... mort Français"; Baltzer qui refuse de désespérer jamais et qui au nom de ses compatriotes, par deux fois, solennellement, rompt la prescription, voilà de grands protestataires, dignes des protestataires alsaciens et lorrains. Leurs faits, solides comme des rocs, doivent être placés dans la digue que nous dressons éternellement contre la Germanie. Propageons, immortalisons par le livre, le marbre et le bronze de telles images. Elles sont une arche bâtie dans la souffrance où un petit peuple s'est réfugié et a duré pendant le déluge.

Maurice BARRES,
de l'Académie franæaise.

THEATRES

ORPHEUM—La semaine prochaine au théatre Orpheum le gérant du theatre présentera "The Marion Morgan" la fameuse danseuse de l'univers. Beau programme sera exécuté.

PANTAGES — Cette semaine Kelley Field jouer de nomme du vaudeville.

DOMINION — Cette semaine "The Unpardonable Sin". Admission: 25 et 50 sous.

PETITES ANNONCES

ON DEMANDE—Une servante générale une femme de préference. Bon gages. S'adresser à Madame Gevaert, 86, Avenue Provencher, Saint-Boniface. —21

ON DEMANDE — Une bonne servante. Sans lavage. Bon salaire. S'adresser à Mme Dr Lachance, No 4, rue Hamel, Saint-Boniface. —20

IMAGES MIRACULEUSE DE ST-ROCH — Canadiens-français catholiques achetez l'image de Saint-Roch en couleur format 8½x11 pour vous proteger contre les maladies contagieuses. Prix franco 10 sous. Agents demandés. Gros profits. S'adresser : A. BARNABE, 1331, rue Delorimier, Montréal. —20

ON DEMANDE—Une servante chez Madame F. Deniset, 139, Avenue Provencher; téléphone M. 993. Très bons gages. Pas de lavage.

M. F. D. Pambrun, peintre à Saint-Boniface, désire annoncer au publique qu'il est prêt à faire tout genre d'ouvrages en peinture, posage de papier (tapisserie), calsomine, etc., etc., qui lui seront confier. Estimés gratuits fournis sur demande. S'adresser au No. 172, rue Notre Dame, Saint-Boniface ou par téléphone M. 2229. —23

ON DEMANDE—Une servante. S'Adresser à Mme T.-A. Bernier, 147, Avenue Provencher. Télé. M. 2299